

United Nations**Nations Unies**

United Nations Integrated Peacebuilding Office
in the Central African Republic

BINUCA

Bureau Intégré des Nations Unies pour la
Consolidation de la Paix en République
Centrafricaine

**Verbatim de la conférence de presse du Représentant spécial
du Secrétaire général des Nations Unies en République
Centrafricaine et chef du Bureau Intégré des Nations Unies
pour la Consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA), le
général Babacar Gaye**

Mercredi 10 juillet 2013

Le général Babacar Gaye :

Bonjour à tous !

Je suis très heureux de me retrouver devant la presse qui est un partenaire essentiel dans la vie démocratique d'un pays, plus particulièrement un pays qui se trouve confronté à une situation aussi difficile que celle que nous vivons en République centrafricaine.

Je suis ici avec mes collègues du Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA), mais aussi quelques-uns de mes collègues de l'Equipe pays des Nations Unies et je les remercie de leur présence.

Avant toute chose, je voudrais saluer les populations centrafricaines. Ce sont leurs souffrances, leurs difficultés qui sont notre préoccupation N° 1, parce que comme vous les savez les Nations Unies travaillent sur la base de principe dont les premiers sont relatifs aux droits de l'homme, et un de nos soucis les plus importants est l'assistance humanitaire que nous apportons aux populations. Vous savez, à cet égard, demain, Mme Valérie Amos, qui est Secrétaire générale adjointe et Coordinatrice des secours d'urgence, sera ici à Bangui.

Mais avant d'aller plus loin, je voudrais rendre hommage ma prédécesseure, Mme Margaret Vogt, dont vous savez tous dans quelle condition elle a terminé ici sa mission. Moi j'ai l'impression qu'il y a des formes de courage dont seules les femmes sont capables. En tout cas, je lui rends hommage, et je suis heureux qu'elle ait pu être ici au profit des populations centrafricaines.

Notre mission est d'accompagner le Gouvernement centrafricain, et je remercie à cet égard tous les partenaires avec qui nous travaillons. Au risque d'en oublier certains, je les énumérerai tout de même : l'UE, l'UA, la CEEAC, mais aussi toutes les Missions diplomatiques et les Organisations Non Gouvernementales.

Nous suivons avec beaucoup d'intérêt les progrès accomplis sur le plan politique, la charte de la Transition qui commence à prendre forme. Nous attendons avec impatience la Cour constitutionnelle, le Haut Conseil de la Communication et de l'Audiovisuel. Tout cela va permettre de mettre en place tout un corpus qui va permettre au moins de se mettre dans une direction où il faudra au quotidien et essayer, conjointement, de trouver des solutions aux problèmes.

Et parmi ces problèmes figurent bien évidemment et, au premier chef, celui de la sécurité. C'est la question fondamentale. De ce point de vue, nous attendons avec beaucoup d'attention sinon d'impatience l'augmentation des effectifs de la MICOPAX qui permettront, j'en suis persuadé, d'apporter beaucoup d'amélioration dans la ville de Bangui.

D'un autre côté, nous avons des programmes de collecte des armes légères venant de bonnes volontés, mais tout cela nécessite essentiellement de la volonté des acteurs politiques, donc la balle est, à cet égard, dans leur camp.

Je ne serai pas long puisque je sais que vous aurez quelques questions. Vous savez que je viens d'arriver, nous aurons d'autres rendez-vous. Je me forcerai tout de même de répondre à vos questions.

Questions / Réponses

Radio Ndeke Luka : comment -vous aider le Gouvernement à rétablir la Justice, face aux pillages et exactions?

Babacar Gaye : Tout à l'heure, j'ai parlé des principes qui guident nos actions, et j'ai évoqué le problème des droits de l'homme dans mes propos liminaires. J'ai aussi parlé de l'impunité. Avant même que nous aidions le Gouvernement, il faut qu'il y ait une volonté affirmée de ceux qui ont librement choisi d'être les dirigeants de ce pays actuellement. Une volonté de leur part de mettre fin à l'impunité. Il faut ensuite une expertise. Mes collaborateurs ne manqueront pas de nous briefer sur la question, mais il existe très certainement dans ce pays une expertise qui peut être renforcée. Il existe probablement des moyens à apporter et il y a différentes Agences, Fonds et Programmes qui pourront aider dans la mesure de leurs moyens. Il faut qu'il y ait une volonté affichée, permanente, de mettre fin à l'impunité, et il faut à cet égard que la Justice soit juste.

Radio Vatican : Il existe actuellement une sérieuse crise humanitaire, votre action pour le peuple en détresse d'autant plus que la visite dans le pays de Mme Valérie Amos est annoncée?

B.G. : Sur la question relative à l'humanitaire, c'est une préoccupation et je suis heureux que cette préoccupation soit reflétée dans les différents documents issus des réunions à la fois de Libreville et de N'Djamena ; cela prouve qu'il y a actuellement des progrès dans la dissémination, parmi tous les acteurs, de ces préoccupations humanitaires. Il est probable qu'une solution temporaire soit d'avoir un couloir humanitaire mobile, qu'on assure la sécurité quelque part pendant un certain temps et qu'ensuite l'on fasse de même ailleurs. La mise sur pied complète de MICOPAX 2 devrait aider à cela, sous réserve, je le souhaite, que son mandat soit révisé.

L'harmattan : *On a le sentiment que le background militaire ne suffit pas pour occuper votre poste, et qu'il faut davantage une expérience politique, est-ce votre cas ?*

B.G. : pour la pertinence du choix du Secrétaire général pour le poste que j'occupe, ce sont les faits qui confirmeront ce choix. Je prends ma tâche avec beaucoup d'humilité et mais aussi avec beaucoup de détermination.

Junot : *après 3 mois d'insécurité, la paix revient à pas de caméléon ; reste à poursuivre le retour à l'ordre constitutionnel. Quelle embellie sera-t-elle perceptible suite à votre arrivée, sur la base notamment des prévisions du fonds de consolidation de la paix.*

B.G. : Avant de me prononcer sur les conditions préalables que vous évoquiez, il importe de noter le fait que la sous-région se soit mobilisée. A l'issue de la réunion de Brazzaville, des contributions ont été rendues disponibles par certains Etats voisins. L'Union Africaine va très rapidement mettre en place tous les termes de référence pour la création d'un fonds d'affectation spéciale. Il y a donc une mobilisation de vos voisins pour venir en aide au Gouvernement et à la population. Je conviens avec vous qu'il y a des préalables à ce que ce soutien se fasse en totalité, et ce préalable est lié à la sécurité. Cette question a été discutée durant la dernière réunion du Groupe de contact international à

Addis-Abeba, et je puis vous assurer que des voix se sont élevées pour appeler à ce que tout le monde se mobilise pour le soutien. Je crois qu'il appartient aux autorités de prendre tous les gestes de bonne volonté qui donneront confiance à ceux qui sont au chevet de ce pays.

Radio Centrafrique : Beaucoup d'armes circulent dans le pays. En tant que militaire que comptez-vous faire pour que ces armes soient récupérées pour la sécurité ?

B.G. : Le problème de la circulation des armes n'est pas propre à votre pays ni à la sous-région, mais lié à un phénomène qui est nouveau, et nous pouvons nous inspirer de ce qui a été fait par d'autres régions comme en Afrique de l'Ouest où un moratoire a été signé par plusieurs Etats qui assurent entre eux une forme de contrôle de flux en armement. Des organisations non gouvernementales, la société civile et tout le monde s'est mobilisé pour combattre ce fléau. Une mobilisation est attendue au sein de la population centrafricaine et de la société civile face à ce phénomène. L'aide extérieure, à elle seule, ne suffit pas. En tant que militaire, je pense que la solution est davantage politique. Il faut que les acteurs trouvent des accords plus inclusifs possibles, de telle sorte qu'il n'y ait plus de raison de recourir aux armes pour pouvoir gouverner ce pays. C'est cela le véritable enjeu et c'est cela le sens des élections prévues dans le cadre de la transition. Qu'on approche plus le pouvoir avec la volonté de le saisir par la force, mais surtout avec la volonté de faire ce qu'il y a de mieux.

Centrafrique Ressources : Les Nations Unies ne reconnaissent pas le régime du 24 mars 2013 ; sous quelle forme aura lieu votre collaboration avec le régime actuel ?

BG : Ce ne sont pas les Nations Unies qui ont pris cette décision, c'est d'abord l'Union Africaine. Sur les changements non constitutionnels du Gouvernement, il y a des politiques qui sont acceptés par tous les acteurs internationaux et par les Etats qui ont eux-mêmes mis en place ces politiques au niveau de l'Union

Africaine qui permettent d'avancer lentement mais sûrement sur le chemin de la démocratie. Pour ma part, je suis ici en soutien de tout ce qui peut aider le peuple centrafricain. C'est avec discernement que j'aborde cette question, et je verrai les actes de bonne volonté et les gestes positifs qui dans l'ensemble permettent de faire avancer le processus que nous sommes chargés de soutenir.

Association de Radios communautaires (ARC) : certains membres de la population ont surnommé la FOMAC « FOMAC FAUX » parce que selon eux cette force ne réagit pas devant certaines situations. Dans quelles conditions les forces des Nations Unies doivent-elles réagir devant les situations d'urgences.

B.G. : Je prends acte de l'appréciation que vous présentez comme étant celle de la population concernant la FOMAC, et je rencontrerai le Général commandant de cette force. Toutefois, je dois vous dire que j'ai entendu d'autres voix qui affirment que la FOMAC a contribué aux progrès observés dans la ville. J'encouragerai le commandant de la force, notamment dès que ses renforts seront là, à s'y investir davantage puisque la sécurité, c'est d'abord un sentiment. Il y a des mesures qui ont été prises comme celles de numéros verts et de patrouilles conjointes. Ces mesures vont donner aux populations le sentiment que les choses vont mieux. Je prends bonne note de ce que vous dites car on ne peut pas changer un sentiment par décret.

Radio Notre Dame : Comment voyez-vous la cohabitions entre les forces de la Séléka et les Forces armées centrafricaines (FACA) et la FOMAC tchadienne à qui certaines voix demandent le départ.

B.G. : Pour la problématique des forces tchadienne, nous venons d'une réunion à Addis-Abeba, et je n'ai entendu aucune voix discordante sur le fait qu'il faut remercier les Etat qui avaient fait un effort d'envoyer les troupes ici et qu'il fallait engager ceux qui n'avait pas encore mobilisé les renforcements à le faire dans les meilleurs délais. Pour la cohabitation entre les FACA et la Séléka, c'est une question très pertinente. Il y a dans la région des expériences d'intégration

de groupes armés au sein d'une armée nationale et je crois que nous devons nous référer à ces expériences pour prendre des raccourcis et éviter des erreurs qu'on a pu voir dans les Etats voisins et qui pourraient amener à des drames. C'est une question difficile et sur laquelle le BINUCA va s'investir aux côtés de tous les partenaires qui veulent aider la RCA à recréer une arme digne de ce nom.

Top Contact : Vous avez dit que vous arrivez à un moment crucial de ce pays. Si jamais votre voix ne sera pas écoutée, qu'allez-vous faire ?

B.G. : Si ma voix n'est pas entendue, je parlerai plus fort.

L'évènement : Que comptez-vous faire par rapport à la situation de Joseph Kony et pour bouter hors de la RCA ce chef rebelle?

BG : Le cas de Joseph Kony est, je pense, un exemple qui mérite beaucoup d'attention parce qu'il y a une mobilisation à la fois régionale et internationale avec une implication très forte de l'Union Africaine sur un problème qui n'est pas fondamentalement un problème politique mais de sécurité et par conséquent de développement. La mise en place d'un état-major avec des forces des pays affectés par la présence de la LRA, le fait qu'il y ait des conseillers extérieurs au continent qui viennent aider et le fait que l'Union Africaine ait nommé un envoyé spécial, tout cela est une mécanique qui n'est pas facile à mettre en place mais qui traduit une volonté et que ne donne l'occasion de féliciter l'Union Africaine pour la prise en compte d'un problème qui est difficile, et je suis de ce point de vue très content de la récente déclaration du Chef de l'Etat de transition qui exprime l'engagement de la RCA à contribuer aux efforts contre Joseph Kony. Espérons que cette année sera la bonne.

L'Harmattan : J'ai participé aux préparations du Dialogue Politique inclusif (DPI) ; c'était un exemple d'école en matière de politique et de diplomatie. Puisque cela est mentionné dans votre programme, à quel niveau allez-vous prendre action pour le DPI ?

BG : En ce qui concerne le DPI, là aussi nous devons tirer les leçons dans la mesure où nous sommes dans une transition, où il est essentiel que la transition soit inclusive et que toutes les forces vives soient associées. C'est une opportunité car on peut durant cette transition, s'il y a de la bonne volonté, accélérer l'évolution politique du pays à travers une nouvelle constitution. J'inviterai mes collègues de la section politique à s'en servir dans l'accompagnement que nous sommes appelés à faire.

Junot : le 5^{ème} mandat du BINUCA parle de l'appui du fonds de consolidation de la paix. Quel plan d'urgence proposerez-vous à ce régime qui peine à boucler ses fins de mois, c'est-à-dire pour payer régulièrement les salaires des fonctionnaires pour que le nerf de la guerre soit aussi le nerf de la paix ?

B.G. : En ce qui concerne le PBF, je vois que vous êtes bien informés, il est bien évident que le fait d'un changement non constitutionnel de Gouvernement est pour le PBF très embêtant. Il est clair qu'on ne pourra pas avoir de sécurité s'il n'y a pas de progrès politiques importants et on ne verra un retour de l'aide que lorsque nous aurons une certaine sécurité dans le pays. Nous devons tous œuvrer à cela. Le temps n'est plus à se retourner pour dire nous regrettons. Il est temps d'avancer !

FIN